

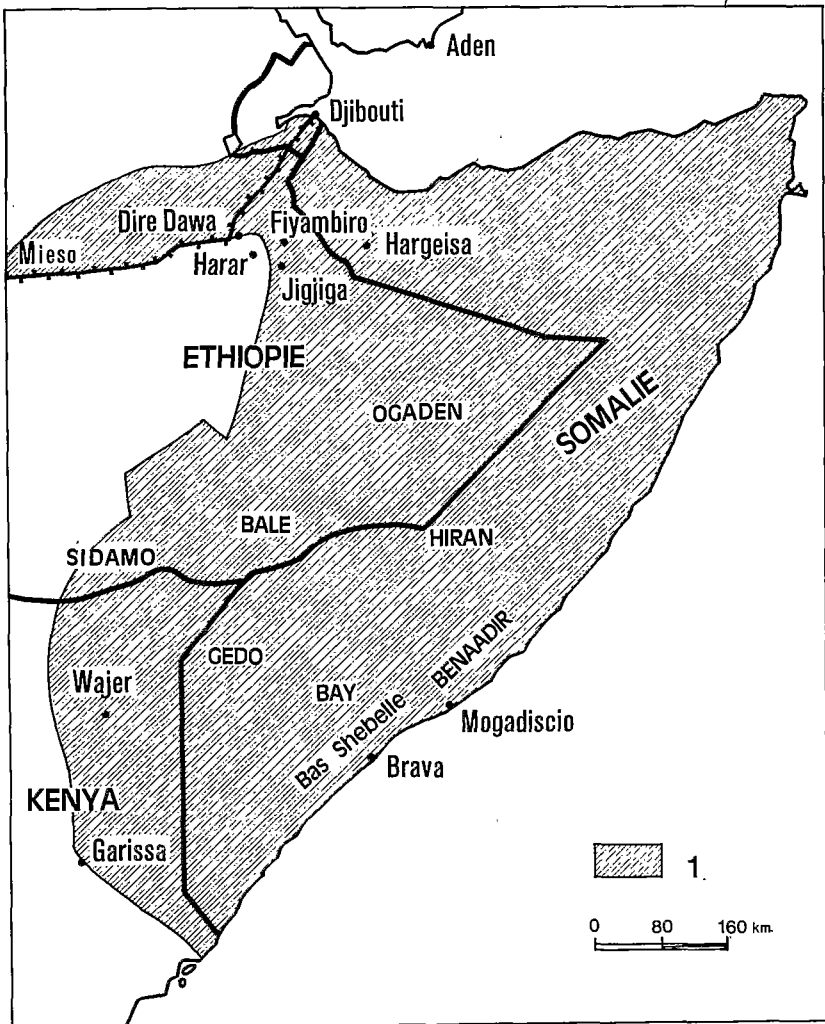
Le parcours solitaire de la Somalie

LA Somalie reste sans doute l'un des pays les plus mal connus du continent. La raison principale tient à la faiblesse des relais d'information de ce pays en Europe et en Afrique francophone notamment (et l'on sait l'avantage diplomatique qu'en a tiré l'Éthiopie lors du récent conflit de l'Ogaden), mais aussi à la spécificité du contexte politique et culturel qui isole la Somalie des autres États africains.

Isolée, la Somalie l'est à plusieurs points de vue. Géographiquement, elle se trouve bordée, sur plus de trois mille kilomètres, par l'océan Indien ; politiquement, une revendication frontalière maintient un état de guerre latent avec l'Éthiopie et entretient un climat de suspicion dans les relations entre Nairobi et Mogadiscio. Longtemps alignée sur Moscou, la Somalie, après avoir rompu cette alliance en 1977, n'a pas, pour autant, bénéficié du soutien massif qu'elle escomptait des États-Unis. C'est finalement de la coopération multilatérale (CEE, Banque mondiale, Nations unies) que la Somalie obtient les concours financiers les plus substantiels.

Pays sub-saharien musulman mais non arabe, la Somalie ne se rattache pas pour autant à l'ensemble négro-africain dont elle se distingue par un peuplement et une langue spécifiques. Sa situation linguistique, en dépit d'importants changements récents, reste ignorée de la plupart des ouvrages touchant cette question (1).

L'accession du somali, seule langue couchitique dans ce cas (2), au rang de langue d'État, et surtout la décision prise, en 1972, de le transcrire non pas en caractères arabes mais latins, ont placé la Somalie, membre de la Ligue arabe, en marge d'une organisation qui concentre naturellement ses financements sur les projets impliquant la promotion de la langue et de la culture arabes.



EXTENSION DES PARLERS SOMALIS (INCLUANT LES ZONES DE BILINGUISME OROMO-SOMALI)

1. Les parlers somalis

Somalis, somaliens, somalophones

L'existence d'une triple identification possible : ethnique (somali), nationale (somalien), linguistique (somalophone) des habitants de la

(1) A titre d'exemple, une étude aussi documentée qu'*Intégration des langues africaines dans une politique d'enseignement* de M. Houis et R. Bole-Richard (Unesco-Agecoop, 1977) ne mentionne pas la Somalie dans son inventaire.

(2) Le terme de « couchitique » est traditionnellement utilisé pour désigner les langues non sémitiques et non bantoues du Nord-Est de l'Afrique, dont le somali, l'oromo (galla), l'afar, etc.

« corne » de l'Afrique vivant principalement à l'est d'un arc de cercle Djibouti (en République de Djibouti), Dire Dawa (en Éthiopie), Garissa (au Kenya), montre l'imbrication des situations socio-linguistiques de la Somalie et de ses trois voisins.

En retenant les dernières estimations connues (3), soit environ 5,69 millions d'habitants en Somalie, auxquels s'ajoutent 700 000 réfugiés d'Éthiopie, somalis dans leur très grande majorité, il existe, à l'intérieur des frontières nationales, 6,39 millions de somalophones.

A ce chiffre, il convient d'adjoindre :

- les somalophones de langue maternelle (Ciise, Samarroon, Isaaq) ou seconde (Afars et Arabes citadins) en République de Djibouti, et qui constituent sans doute les deux-tiers des locuteurs de ce pays (4) ;
- les communautés somalies d'Éthiopie : Ciise, le long du chemin de fer jusqu'à Mieso, Samarroon, Daarood, du versant est et sud-est du plateau du Harar et de l'Ogaden ;
- les Oromo et autres ethnies de langue seconde somalie des confins du Bale et du Sidamo, en Éthiopie ;
- les Somalis de l'ex-Northern Frontier District, de Wajer à Garissa, au Kenya ;
- les Somalis émigrés pour des raisons économiques dans les pays du Golfe, au Proche-Orient, et dont les rapatriements réguliers de capitaux sont une composante essentielle du revenu national somalien ;
- la « diaspora » somalie établie dans nombre de villes de l'Afrique de l'Est (Arusha, en Tanzanie) et du monde, et qui, à bien des égards, ressemble à l'émigration soudanaise ou yéménite.

Au total, et bien qu'il s'agisse d'une estimation, la communauté somalophone doit avoisiner les dix millions de locuteurs. La rapide énumération ci-dessus fait apparaître l'extension géographique du somali et son importance internationale qui justifie, par exemple, une émission quotidienne de la BBC.

Historiquement, plus que la formation d'une entité nationale, produit de l'unification de la Somalia italienne et du Somaliland britannique, c'est l'existence d'un parler assurant l'intercompréhension entre les communautés dialectales qui a été le facteur déter-

(3) *Analytical Volume, Census of Population : 1975*, Central Statistical Department, Ministry of National Planning, Mogadishu, 1984.

(4) Les noms somalis cités, l'ont été con-

formément à l'orthographe officielle de cette langue, à l'exception de ceux, comme Mogadiscio, connus internationalement ou francisés : somali(e)(s).

minant de cette expansion. Le somali officialisé par l'enseignement et les media gouvernementaux est cette *koiné* née de contacts multiséculaires entre des lignages, à l'origine septentrionaux, partis à la conquête de l'ensemble de la « corne » de l'Afrique, antérieurement donc au processus de décolonisation. Ce somali véhiculaire poursuit encore sa progression au sud, où il supplantera, à terme, les dialectes somalis en place (*digil*, *rahanwiin*) ou bantous, comme le *ci-miini* dans la ville de Brava (*Baraawe*). Le rôle véhiculaire du somali explique qu'en dépit de dix siècles de présence sur les côtes, l'arabe ait surtout conservé une fonction religieuse hors des villes de fondation arabo-persane.

Le dynamisme du somali résulte aussi de l'attrait qu'exerce cette langue, principalement sur les communautés oromo frontalières. Il existe plusieurs causes à ce phénomène. D'une part, la dialectalisation de l'oromo gêne la diffusion d'une norme écrite, ce qui conforte l'amharique, langue officielle de l'Éthiopie, aux dépens de toutes les autres langues régionales de ce pays, tenues en lisière par de multiples obstacles réglementaires. D'autre part, et plus profondément, une symbiose culturelle (dont témoigne, par exemple, le pèlerinage annuel de Shekh Hussein, au Bale) a provoqué la somalisation de groupes tribaux, à l'origine oromophones, comme les Jaarso de la région de Fiyambiro, à l'est de Harar.

La formation d'un *Front de libération somali-abo*, à la suite du *Front de libération de la Somalie occidentale*, en 1976, a été le premier signe de la montée en puissance d'un particularisme oromo dans les zones de bilinguisme oromo-somali (5).

Le développement du somali

Dans la dernière décennie, la politique linguistique de la Somalie, qui a été caractérisée par une scolarisation et une alphabétisation massives, a eu un double effet :

- la généralisation de l'emploi du somali dans tous les domaines : administratif, économique, scolaire, scientifique, et le recul de toutes les autres langues étrangères parlées traditionnellement en Somalie, à l'exception notable de l'arabe ;

(5) Les termes de *soomaali waryaa* et *soomaali aabo* ont été popularisés pour désigner les Somalis ethniques et les Oromo (*waryaa* et *aabo* sont, respectivement en somali et en oromo, les formes d'interpellation entre hommes). Mahmoud Harbi, chef de file de l'opposition au référendum de 1958, en Côte française des Somalis, était,

semble-t-il, l'inventeur de la formule *soomaali ayka*, pour désigner les Afars. Ce sobriquet devait heurter doublement ces derniers, d'une part en les assimilant à des Somalis, d'autre part en se méprenant sur la valeur de l'appellatif *ayka* utilisé pour un enfant (le terme propre aurait été *aleyaa*).

- l'hostilité croissante des États voisins principalement de l'Éthiopie, inquiète de l'apparition d'une langue africaine écrite, rivale régionale de l'amharique.

On a parlé d'un « développement révolutionnaire de la langue somalie » (6). De fait, la Somalie avait hérité à l'indépendance, en 1960, d'un système éducatif hétérogène et embryonnaire. Dans l'ensemble du pays, on comptait seulement trente écoles primaires ayant un cycle complet de huit années et douze écoles secondaires. Ces quarante-deux établissements, liés à des systèmes coloniaux différents, avaient une langue d'enseignement (l'anglais et l'italien) et une organisation différentes. L'arabe était principalement enseigné dans les écoles coraniques.

La première tâche fut l'unification de ces écoles au niveau primaire (7), le développement du secondaire, la création d'une université nationale, en 1968. Mais les influences étrangères contradictoires principalement panarabe (nassérienne), britannique et italienne, demeuraient assez fortes pour maintenir, de fait, la division traditionnelle de la Somalie : anglophone au nord, italoophone au sud. Cette division, constante dans tous les domaines de la communication écrite, contrastait avec l'usage généralisé, à l'oral, du somali.

L'établissement d'une norme orthographique apparaissait aussi nécessaire qu'impossible : nécessaire, parce que la scolarisation dans les deux langues de colonisation progressait au rythme de 1 % par an ; impossible, en raison de la tension qu'aurait suscitée l'officialisation de telle ou telle transcription. L'emploi de l'alphabet latin était rejeté par les milieux religieux forts du slogan « *laatin waa laa diin* » (l'alphabet latin est impie). L'arabe et les caractères arabes étaient refusés par ceux qui voulaient une écriture nationale pour le somali. Parmi celles-ci, la « *cismaniyya* », du nom de son inventeur, Cismaan Yuusuf Keenadiid, (un Daarood) rencontrait l'opposition des clans non daarood. Une commission de l'UNESCO devait, en 1966, recenser une dizaine de propositions de transcription (8).

Un énorme débat s'était instauré, qui devenait une affaire d'État, compliqué par l'existence d'un régime parlementaire à base

(6) Hussein M. Adam, *The Revolutionary Development of the Somali Language*, African Studies Center, University of California, 1980.

(7) Le système éducatif comprend, pour le primaire, deux cycles : un cycle élémentaire de quatre ans, un cycle moyen de quatre ans ; l'enseignement général secondaire (à partir de quatorze ans) comporte un cycle unique de quatre ans.

(8) Voir notamment B. W. Andrzejewski, *The Introduction of a National Orthography for Somali*, *African Language Studies*, 15, 1974, pp. 199-203. I. M. Lewis, *The Gadabuursi Script*, *Bulletin of the School of Oriental and African Studies*, 21, 1958, pp. 134-136. Muuse H. Galaal, *Arabic Script for Somali*, *Islamic Quarterly*, 1, 1954, pp. 114-118.

tribale. Aussi, était-il logique qu'une des premières mesures du général Mohammed Siyad Barre, arrivé au pouvoir par le coup d'État du 21 octobre 1969, soit de prendre position sur ce problème lancinant. Rétrospectivement, il apparaît qu'en décrétant le principe du somali, langue officielle de l'État, et de sa notation en caractères latins, le gouvernement militaire avait scellé l'unification du pays, qui n'était que formelle avant 1969.

Avec, en 1972, l'institution du somali comme véhicule unique de l'enseignement et de l'administration, s'ouvre ainsi une période nouvelle de la politique linguistique de l'État. Ces décisions impliquaient, en effet, une transformation radicale des moyens d'information et de commandement, à tous les échelons de la vie publique. Il fallait notamment traduire et refondre l'ensemble des textes juridiques (tél le nouveau Code de la famille, en 1975), mettre en place une presse écrite quotidienne, constituer une académie et des commissions de terminologie pour fixer les néologismes, former l'ensemble des fonctionnaires à l'usage de ce somali moderne. La scolarisation massive des enfants et l'alphabétisation des adultes constituaient enfin le test décisif de cette révolution.

La politique de scolarisation

L'institution, en 1975, de l'enseignement primaire « libre et obligatoire » a eu pour effet une scolarisation spectaculaire (+ 127 % pour la seule année 1975, + 200 % sur la décennie) qui a continué de croître jusqu'en 1980-1981, année où elle était estimée à 36 % de la population scolarisable de moins de quinze ans. Cette moyenne nationale inclut, bien entendu, de fortes disparités : 76 % des enfants sont scolarisés dans la région de Mogadiscio, parfois moins de 10 % dans les zones rurales.

ACCROISSEMENT DES EFFECTIFS SCOLARISÉS (9)

	1973-1974	1980-1981
<i>Primaire</i>	78 153	271 704
Filles	26 %	36 %
Garçons	74 %	64 %
<i>Secondaire</i>	17 746	45 491
Filles	16 %	28 %
Garçons	84 %	72 %

(9) D'après les statistiques des années 1980-1981 du ministère somalien de l'Enseignement primaire et secondaire et du

Plan quinquennal de développement 1982-1986.

Les statistiques récentes indiquent, depuis, une baisse des effectifs (10) : 1981-1982 : 239 700 élèves dans le primaire (- 12 %) ; 1982-1983 : 182 800 (- 12 %).

11 % des classes sont inoccupées. 47 % des écoles ont un cycle élémentaire incomplet ; le pourcentage atteint 68 % pour le cycle moyen (11). Le taux d'échec scolaire est élevé : 67 % des élèves ne finissaient pas leurs études primaires, en 1981.

Plusieurs raisons sont à l'origine de cette évolution négative : les coûts parascolaires, le conflit, classique dans une société encore largement rurale, entre travail scolaire et travail familial, mais aussi l'inadéquation entre la formation des maîtres et leur emploi réel : de 1965 à 1981, 24 000 enseignants ont été formés, 8 122 seulement sont en service. La modicité des salaires (l'année scolaire dure de décembre à juin, pour permettre aux maîtres de trouver un travail d'appoint) explique le peu d'attrait actuel pour cette profession. Dans le secondaire (où l'on constate aussi une baisse : 43 800 élèves, en 1981-1982), la somalisation accélérée et complète des enseignements jusqu'en terminale est, pour une part, responsable du recul de la pratique des langues étrangères (principalement l'anglais). Ceci est à l'origine d'un échec important dans le supérieur, où les enseignements sont assurés soit en anglais (faculté de pédagogie), soit en italien. Un projet de coopération américain est en cours, pour la production de manuels d'anglais adaptés au contexte socioculturel somalien.

Malgré une augmentation des crédits des deux ministères de l'Éducation (celui chargé de l'enseignement primaire et secondaire et celui chargé du supérieur) de 250 %, de 1977 à 1983, correspondant à une part du budget national passant de 8,7 % à 13,8 %, les moyens budgétaires restent inférieurs aux besoins qui sont couverts par diverses contributions extérieures. Ainsi, l'UNICEF vient de financer la refonte des livres en usage dans le primaire depuis l'adoption du somali comme langue d'enseignement.

Cette amélioration des contenus témoigne de la volonté gouvernementale de poursuivre la politique marquée, de façon spectaculaire, par l'édition, entre 1973 et 1976, de cent trente-six livres en somali à six millions six cent mille exemplaires (12), mais aussi par la destruction volontaire des livres de l'époque coloniale. Signe le plus évident de la radicalisation, cette dernière mesure a, dans les faits, privé la plupart des écoles éloignées de la capitale et des grands centres de tout matériel pédagogique, puisque celui en somali a été peu distribué à l'intérieur du pays : on estime qu'il existe un livre pour quinze élèves, dans le primaire.

(10) *Mission de préparation « Education Sector Project »*, Unesco-Banque africaine de développement, 1983.

Resources Sector Assesment, US-AID, Ministry of National Planning, Mogadishu, 1984.

(11) *Somalia Education and Human*

(12) Hussein M. Adam, *op. cit.*, p. 16.

La politique d'alphabétisation

De 1973 à 1975, fut déclenchée une campagne d'alphabétisation, qui suscita l'enthousiasme populaire. La première année dans les villes, la seconde dans les campagnes, tous les maîtres du cycle moyen et du secondaire, fermés pour la circonstance, furent requis pour enseigner l'orthographe du somali. Le pourcentage d'adultes alphabétisés a été estimé à 50 % pour les hommes, de 34 % à 54 % pour les femmes (13).

Pour les régions à forte densité démographique, le tableau ci-après donne une indication sur les résultats pour les classes d'âges les plus nombreuses.

POURCENTAGES D'ALPHABÉTISÉS, PAR AGES ET PAR SEXES,
PARMI LES SÉDENTAIRES DES RÉGIONS DU BENAADIR
ET DU BAS-SHEBELLE (14)

<i>Ages</i>	10	10-14	15-19	20-24	25-29
<i>Total</i>	46	64	60	51	43
Hommes	63	72	73	70	65
Femmes	29	55	49	35	25

Il subsiste, ici aussi, de nettes disparités entre les hommes (60 %) et les femmes (30 %) ; entre la capitale Mogadiscio (56 %), les autres villes (49 %) et les zones rurales (21 %) (15). Dans la zone nomade de Bay, le pourcentage d'alphabétisés tombe à 12,6 % pour les hommes, 0,2 % pour les femmes (16). Mais on mesure l'effort accompli en comparant ces chiffres aux 5 % d'alphabétisés, en 1970. La politique d'alphabétisation se poursuit actuellement, notamment sous l'égide du Département de la condition féminine et du Service d'éducation des adultes, mais le déclin des effectifs apparaît préoccupant (13 000 adultes dont 5 600 femmes alphabétisés en 1982, 44 600 en 1976), dans la mesure où l'on a constaté que l'alphabétisation allait bien au-delà de la capacité à lire et écrire, en améliorant l'information sanitaire des mères et en agissant sur la santé des enfants.

Dans de nombreux pays africains, la mise en place d'une politique d'enseignement en langue nationale n'a pas eu pour résultat le développement de l'usage écrit de cette langue dans le domaine extra-scolaire.

(13) 1 257 779 personnes ont suivi la campagne d'alphabétisation et 795 000 ont passé l'examen final. A ce niveau, il n'y a pas eu de décompte systématique par âges et par sexes, d'où les variations de pourcentages concernant les femmes.

(14) *Census Study for Benaadir, Lower Shebelle and Bay Regions*, Ministry of National Planning and North Carolina University, Mogadishu, 1981.

(15) *Census Study*, *op. cit.*

(16) *Census Study*, *op. cit.*

Le développement d'une presse et, plus généralement, d'une littérature en somali (publiée fréquemment sous la forme de feuilletons dans le quotidien national *Xiddigta Oktoobar*) est un événement de portée considérable, qui n'a pas reçu l'attention qu'il méritait, sans doute en raison du manque de traductions en langues étrangères (17).

Un bloc somalophone

Depuis plus de dix ans, sous l'effet d'une politique linguistique volontariste, s'est structurée une nouvelle communauté somalophone, hier composée très largement de nomades illettrés, et qui, aujourd'hui, comprend une majorité d'alphabétisés, en voie de sédentarisation. 59 % des élèves du niveau primaire sont citadins, notamment en raison du regroupement, aux chefs-lieux de district, des écoles ayant un cycle moyen (18). Des études récentes ont montré la proportion grandissante de la population urbanisée sans lien agropastoral et la réduction de la population nomade : 10 % des habitants du Nord-Ouest (19).

Le second recensement national en cours devrait préciser l'estimation d'une urbanisation de 27 % de la population somalienne, en 1980, avec, pour Mogadiscio et la zone d'échanges économiques qui en dépend, un million d'habitants, et Hargeisa, de 277 000 à 320 000 habitants. Cette sédentarisation a été accélérée, de façon dramatique, par le sauvetage, en 1974, des victimes de la sécheresse ; puis, à partir de 1978, par l'arrivée, massive au début, intermittente depuis, de quelque 700 000 réfugiés de l'Ogaden et des confins somalo-éthiopiens du Bale et du Sidamo (20). Pendant le second semestre de 1984, 50 000 ressortissants éthiopiens, selon les estimations du Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés, sont arrivés dans les camps des régions du Nord-Ouest et de

(17) A noter celle de B. W. Andrzejewski, *Leopard among the Women*, Oxford University Press, London, 1974, d'après la pièce de Hassan Shekh Muumin *Shabelnaagood* qui, à l'époque, connut un succès exceptionnel.

(18) Les effectifs féminins scolarisés ont augmenté de 736 % de 1969-1970 (13 200) à 1981-1982 (115 700). Cf. « *Éducation Sector Projet* », *op. cit.*

(19) Cf. *Northwest Region Agricultural Development Project : Feasibility Study and Technical Report n° 9*, Sogreah and Ministry of Agriculture, Mogadishu, 1981. 66 % de la population urbanisée est sans lien agropastoral in *The Socio-Economic Structures of two*

Southern Villages : Lama Doonka and Beled Aamin, Department of Community Health, Faculty of Medicine, Mogadishu, 1983.

(20) Les réfugiés de 1974 sont installés à Kurtunware, Sablale et Dujuma, administrés par le Settlement Development Agency. Les victimes de la guerre de l'Ogaden sont, elles, administrées conjointement par le National Refugee Commission et le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés. Elles sont réparties en 36 camps, dans les régions de Hiran, Gedo, Nord-Ouest, Bas-Shebelle. La population de ces camps est à 80 % composée d'enfants et de femmes. Actuellement, le HCR poursuit la scolarisation de 50 000 d'entre-eux.

Gedo, pour ceux venant des zones oromophones du Bale et du Sidamo. En 1985 et jusqu'à la fin janvier 1986, le total des réfugiés arrivés d'Éthiopie est d'environ 122 000 personnes. Pendant les premiers mois de cette même année, on recensait 1 000 nouveaux arrivants par jour.

Ces réfugiés qui fuient les zones d'insécurité, comportent une majorité d'hommes qui veulent échapper à la conscription forcée pour la guerre d'Érythrée. Plus que le retour en Éthiopie de ces populations en majorité somaliennes, on peut prévoir l'intégration progressive de celles-ci dans les structures socio-économiques somaliennes. Le rôle de Mogadiscio comme centre de gravité de la somalophonie devrait se trouver confirmé, ainsi que la prépondérance du Sud sur le Nord, que soulignent déjà des disparités régionales importantes : 59 % des étudiants inscrits à l'université sont originaires du Benaadir (21).

Il existait, depuis l'indépendance, une émigration vers Mogadiscio des jeunes Somalis d'Éthiopie qui ne trouvaient pas d'emploi dans l'administration impériale. Le terrible exode auquel on assiste aujourd'hui — et qui dure depuis près de dix ans — concourt à la consolidation rapide d'un bloc somalophone antagoniste du bloc amharophone constitué sous Haïlé Sélassié, et dont la révolution éthiopienne a parachevé la formation.

Cet antagonisme est certes un facteur de tension régionale permanent, mais c'est aussi, d'une certaine manière, un facteur d'équilibre relatif : en se rappelant que la revendication autonomiste érythréenne est devenue inacceptable pour Addis-Abeba dès lors qu'elle s'est appuyée sur le mouvement panarabe, on imagine quel aurait été le destin de la Somalie si, cédant aux pressions nassériennes, Mogadiscio avait, par exemple, choisi l'arabe comme seule langue officielle. Il a, de plus, pour effet de stimuler le nationalisme linguistique de la Somalie et de renforcer une unité menacée par une opposition armée en Éthiopie et, au plan interne, par des disparités régionales, notamment dans le nord-ouest frontalier de l'Éthiopie.

(21) *Somalia Education and Human Resources, op. cit.*